

01   Tendances migratoires	1
02   Contrôle et gestion des frontières	1
03   Accueil, protection, intégration	3
04   Contexte socio-politique - faits marquants	4
05   Actualités du RAEMH et du réseau Caritas	7



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

## 01 | Tendances migratoires

**Espagne:** [D'après le Ministère de l'Intérieur](#): hausse de plus de 17% des arrivées aux Canaries en 2024, passant de 39.910 personnes en 2023, à 46.843. Les arrivées par la mer à Ceuta et Melilla ont diminué (49 en 2024, 273 en 2023) mais les passages par voie terrestre sont en hausse (1234 à 2647).

**Italia:** selon le [rapport 2024 sur la Charte de Rome](#), un code d'éthique pour les journalistes italiens, les médias traitant de moins en moins la question migratoire, et quand ils le font, se concentrent sur l'aspect politique. Globalement la couverture est négative.

**Tunisie:** Garde nationale tunisienne explique la [baisse du nombre de migrants arrivant en Europe](#) par la diminution du nombre de personnes traversant les frontières terrestres de la Tunisie.



Selon un [rapport annuel du Mixed Migration Center](#), seules 4 % des personnes citent les passeurs comme une influence dans leur décision de migrer. Les amis et la famille, les personnes de retour ou les réseaux sociaux étaient tous plus susceptibles de jouer un rôle dans le processus de décision de départ. Selon le directeur du MMC, baser les politiques de lutte contre l'émigration irrégulière sur la chasse aux passeurs est erronée, "le trafic n'est qu'un symptôme du phénomène".

## 02 | Contrôle et gestion des frontières

### Coopération & gouvernance

**UE:** publication début décembre du rapport de la Cour des comptes européenne qui conclut sur [l'impossibilité de déterminer les effets tangibles des mesures financées par l'UE visant à intégrer les migrants](#). Bien que le Fonds Asile, Migration et Intégration (AMIF) ait financé des mesures

utiles, l'audit identifie des lacunes dues à la complexité administrative des programmes et à leur adéquation limitée aux besoins réels. De plus, les informations fournies par les États membres sur les résultats obtenus ont été jugées peu fiables.

## Surveillance, refoulement

**Frontex:** si l'agence européenne, est confrontée à des preuves de plus en plus nombreuses de complicité dans des violations des droits de l'homme, notamment en mer Égée et en Méditerranée centrale, les [efforts juridiques visant à obliger Frontex à rendre des comptes se heurtent à des obstacles considérables](#). Seules cinq affaires contre l'agence ont été portées devant la Cour de justice de l'UE (CJUE) depuis sa création en 2004, et toutes ont été rejetées. Dans leurs dossiers, les personnes requérantes doivent être en capacité de prouver avec certitude qu'elles seraient à nouveau refoulées la prochaine fois qu'elles tenteraient de traverser la frontière. Bien entendu, dans de tels cas (refoulement), les demandeurs d'asile ne pourraient donc plus contacter un avocat ou intenter une action en justice pour faire valoir leur droit à la protection contre le refoulement.

## Disparitions, sauvetages

**Tunisie:** [disparition d'au moins 20 personnes](#) suite au naufrage d'une embarcation au large de Sfax, 5 personnes secourues.

**Maroc:** au moins [25 ressortissants maliens ont disparus suite à un naufrage au large des côtes marocaines](#). 70 personnes ont été portées disparues, seules 11 survivant.e.s ont été retrouvé.e.s. Les personnes à bord venaient du Mali, Sénégal et Mauritanie. Le gouvernement malien a mis en place une cellule de crise pour accompagner les familles des victimes et coordonner les efforts d'identification en collaboration avec les autorités marocaines.

**Canaries:** la justice enquête sur 4 membres de l'organisation de sauvetage, Salvamento marítimo, soupçonnés de [n'avoir pas porté secours à des exilés en détresse dans l'Atlantique en juin 2023](#). Au moins 36 personnes sont mortes dans ce naufrage. La plainte a été déposée par l'ONG Caminando Fronteras.

**Italie:** [Relaxe par la justice du vice-Premier ministre italien Matteo Salvini](#), qui était jugé pour avoir retenu en mer 147 personnes secourues sur

le navire humanitaire Open Arms en août 2019 alors qu'il était ministre de l'Intérieur.

**MSF:** Médecins sans frontières a annoncé la [fin des opérations de son navire de sauvetage, le Geo Barents](#), opérationnel depuis juin 2021. En cause : les restrictions imposées par les autorités italiennes et l'impossibilité pour cet immense navire d'utiliser ses capacités de sauvetage à plein.

**Sénégal:** Créé en 2018, pour retrouver une pièce d'identité égarée, [le groupe Facebook "trouvé ou perdu"](#) est depuis devenu [l'une des principales plateformes de recherche de personnes disparues en mer](#). Une application pour accélérer l'identification des victimes a été créée, un site web est aussi en préparation.



## Expulsions / retours / relocalisation

**RETOUR France/Côte d'Ivoire:** [L'Office français de l'immigration et de l'intégration \(OFII\) a ouvert des bureaux à Abidjan et tente de promouvoir les "retours volontaires"](#) en Côte d'Ivoire, en

accompagnant les personnes en situation irrégulière en France vers leurs pays d'origine, en finançant leur projet de retour et en leur proposant un encadrement.

## Détention / enfermement

**France:** [4 personnes retenues dans des centres de rétention administrative \(CRA\) en France sont décédées depuis Octobre](#). Ces morts auraient pu, selon les associations intervenant dans ces structures, être évitées "si la vulnérabilité et l'état de santé - physique et mental - des personnes

avaient été pris en considération par l'administration avant toute décision de placement". Avant leur entrée en CRA, les personnes retenues sont soumises à un examen médical, qui sert à déterminer si oui ou non, leur état de santé leur permet d'être retenues. En cas

d'avis défavorable, le médecin délivre un "certificat d'incompatibilité" qui exonère la personne d'un enfermement. Dans les faits, "ces certificats ne sont pas forcément pris en compte

par les préfectures", Des personnes vulnérables physiquement ou psychologiquement peuvent donc être retenues, malgré l'avis médical.

## 03 | Accueil, protection, intégration

### Premier accueil

**Canaries:** Le secrétaire d'État aux migrations a déclaré que la [priorité allait être donnée au renforcement du système d'hébergement des personnes arrivées via l'archipel des Canaries](#). Environ 53.000 adultes sont actuellement hébergés dans des centres d'accueil. A leur arrivée, les personnes sont accueillies sur les quais par un système d'assistance sanitaire de premiers secours, généralement fourni par la Croix-Rouge (assistance psychosociale, nourriture, vêtements). Les personnes sont ensuite interrogées par la police, puis conduites,

dans les centres d'accueil temporaire pour étrangers (CATE) où, selon la loi, ils ne peuvent pas être détenus plus de 72 heures. Là, les personnes ont un deuxième entretien, plus approfondi, avec la police. Ensuite, les personnes sont placées dans d'autres installations ou structures sur le territoire espagnol, où elles restent pendant des périodes différentes et reçoivent une formation, un soutien sanitaire et récréatif. Les personnes sont libres d'entrer et de sortir de ces installations en toute liberté.

### Asile, Séjour

**UE:** la commission européenne met à [l'étude le coût financier de l'ouverture de centres d'expulsion pour demandeurs d'asile en dehors de l'UE](#), tel que cela a été expérimenté par l'Italie en Albanie. Dans le cas italien, le coût par personne s'élève à environ 85.600€, à comparer aux 35€ par jour pour les maintenir dans des centres d'accueil sur le sol italien.

Par ailleurs, la Commission a autorisé les États membres à [limiter l'exercice des "droits fondamentaux", en cas "d'instrumentalisation" des migrants](#). La Pologne avait demandé en octobre l'aval de l'UE de "suspendre temporairement" le droit d'asile dans le pays, accusant la Biélorussie d'orchestrer des arrivées massives sur le sol polonais.

**Italie:** le [pouvoir judiciaire n'a pas approuvé le décret qui avait été adopté pourtant par le Sénat début décembre, surnommée "loi Musk"](#), et qui aurait permis aux cours d'appel de pouvoir statuer sur la détention des demandeurs d'asile. La décision d'introduire cette règle dans le décret avait été prise en réponse au refus de la Cour de Rome d'approuver le transfert de demandeurs d'asile vers les centres italiens l'Albanie.

**Syrie:** Sitôt le régime de Bachar Assad tombé, de multiples pays européens ont annoncé la [suspension du traitement des dossiers d'asile des ressortissants syriens](#). Pour autant, [le Conseil de l'Europe](#), ainsi que [le HCR ont appelé à faire preuve "de patience et de vigilance"](#) sur la question du retour des Syriens dans leur pays.

**Royaume-Uni:** La justice britannique a [refusé la demande de réunification d'une famille kurde](#) qui avait été séparée lors de la traversée de la Manche. Les parents avaient intenté une action en justice afin d'obtenir le droit de venir légalement au Royaume-Uni pour retrouver leurs enfants mineurs.

**Allemagne:** en 2023, [de plus en plus d'enfants vivent, au moins temporairement, dans des foyers ou des familles d'accueil](#). Cette hausse serait la conséquence d'une augmentation du nombre d'enfants exilés arrivés non accompagnés en Allemagne (10% d'un total de 215.000 enfants). Selon les dernières [données de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile \(EUAA\)](#) environ 286 000 enfants sont entrés en Europe en 2023., dont 15 % n'étaient pas accompagnés.

## Intégration - protection

---

**Canaries:** [arrestation du chef de la Protection civile de Tenerife accusé de "traite d'êtres humains"](#), Plusieurs témoignages l'accusent d'avoir exploité des personnes exilées dans sa propriété agricole, en échange d'une aide à la régularisation de leur situation. Une personne a également déclaré avoir été victime d'attouchements sexuels.

**Italie:** selon un observatoire des étrangers de l'Institut national de sécurité sociale italien (INPS), [plus de 87% des ressortissants étrangers](#)

[présents dans le pays ont un emploi](#). Le nombre d'étrangers en Italie, qu'ils soient immigrés ou non, est en constante augmentation (4,3 millions de personnes). Plus de 8/10 travaillent et paient des impôts, tandis qu'un peu plus d'1/10 perçoit une pension ou une aide au revenu.

**Irlande:** Le nombre de [demandeurs d'asile sans-abris ne cesse d'augmenter](#). D'après les autorités, plus de 3.000 personnes n'ont pas accès à un hébergement, soit dix fois plus que l'an dernier, et ce au cœur de l'hiver.

## 04 | Contexte socio-politique - faits marquants

### Afrique

---

**Crise humanitaire:** selon OCHA, plus de [300 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire d'urgence en 2025](#) du fait des guerres et des conséquences du changement climatique. En dix ans, la population concernée a été multipliée par six et le nombre de pays concernés est passé de 22 à 72. Les appels de fonds de OCHA – 47 milliards d'euros en 2024 – sont couverts à moins de la moitié. Des pays comme la République centrafricaine, le Tchad, la RDC, la Somalie ou le Soudan figurent, depuis plus de vingt ans, sur la liste des appels lancés par OCHA.

#### Afrique du Nord

**Algérie/France:** crise diplomatique qui prend de l'ampleur après que [l'ambassadeur français ait été convoqué](#) par les autorités algériennes. Les tensions entre les deux pays ont été lancées suite au revirement de position de Paris en faveur du Maroc sur le dossier du Sahara occidental.

**Maroc:** fin décembre, les premières [propositions de réforme du code de la famille](#) ont été présentées, mais déçoivent les féministes qui

#### Afrique de l'Ouest

**AES:** le [Niger, le Burkina Faso et le Mali confirment leur retrait annoncé pour janvier](#)

**Nations Unies:** la [RDC a lancé sa campagne de candidature pour un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité](#) pour la période 2026-2027. Rappelons que plusieurs pays africains, dont l'Afrique du Sud et le Nigeria, réclament pour l'Afrique des sièges permanents au Conseil de sécurité.

**Mpox:** [Pas de nouvelles contaminations dans plus de 7 pays touchés par le virus](#) mais l'OMS reste prudente, et maintient son plus haut niveau d'alerte concernant l'épidémie. Près de 60.000 cas ont été enregistrés en Afrique en 2024.

regrettent l'absence d'avancées notables sur des sujets comme la filiation paternelle et les règles d'héritage, ainsi que le manque de clarté concernant le mariage des mineures, la polygamie et la tutelle parentale. Sur le plan diplomatique, le Maroc se positionne en médiateur dans le Sahel, après avoir obtenu la [libération de 4 agents français de la DGSE par les autorités burkinabés](#).

[2025 de la CEDEAO](#), malgré l'invitation de la communauté africaine à prolonger le délai de rétractation de 6 mois.

**Bénin:** [mort de 3 militaires](#) suite à une attaque, à la frontière avec le Burkina Faso dans une région où les autorités béninoises luttent contre les forces djihadistes. Le Ghana et le Togo, voisins du Bénin, subissent également depuis quelques années des attaques djihadistes.

Fin décembre, le chef de la junte au pouvoir au Niger accusait le Bénin de servir de base arrière à des terroristes et de vouloir déstabiliser son pays, provoquant des [tensions diplomatiques avec le Niger](#).

**Burkina Faso:** [dissolution du gouvernement](#) début décembre, sans que le chef de l'état ait fournis de motif. Peu de changements notables, à l'exception du premier ministre et de quelques autres ministres.

**Côte d'Ivoire:** Annonce par le Président Alassane Ouattara de la [rétrocession de la base militaire française de Port Bouët à Abidjan](#) d'ici fin janvier, et d'une révision de la coopération militaire entre les deux pays. Si ce retrait était prévu de longue date, il coïncide avec les demandes de retrait de troupes françaises par le [Sénégal](#) et le [Tchad](#), après également le départ du Mali, Burkina Faso et du Niger.

**Gambie:** approbation par la CEDEAO de la création d'un [tribunal spécial visant à juger l'ancien dictateur Yahya Jammeh](#), au pouvoir pendant 22 ans (1994-2017). Les chefs d'accusation le concernant ainsi que ses agents seront nombreux: exécutions, disparitions forcées, tortures et même administration de force d'un faux traitement contre le virus du sida. La question de l'extradition de Yahyah Jammeh, en exil en Guinée Equatoriale, reste cependant en suspens.

**Ghana:** [approbation par la cour suprême d'un projet de loi anti LGBT+](#) qui prévoit jusqu'à 3 ans de prison pour une personne ayant eu des relations homosexuelles et entre trois et cinq ans pour « la promotion, le parrainage ou le soutien intentionnel d'activités LGBT+ ». Pour entrer en vigueur, ce projet de loi doit désormais être promulgué par le Président Nana Afujo-Ado, qui [quittera pourtant ses fonctions début janvier, en faveur de son successeur John Dramani Mahama](#).

**Guinée:** le [bilan officiel des victimes du drame du 1<sup>er</sup> décembre dans le stade de N'Zérékoré \(56 personnes\) est contesté](#) par un collectif d'ONG qui décompte 135 personnes et qui critique les mesures prises par les autorités (restriction internet, menaces d'arrestations).

**Mali:** fin décembre, une vingtaine de victimes mortelles suite à [l'attaque djihadiste](#) de plusieurs villages dans le centre du pays (Bandiagara), faisant suite à une autre attaque mortelle quelques jours avant dans la zone de [Mopti](#).

[Human Right Watch](#) dénonce dans un rapport que les forces armées maliennes, appuyées par le groupe Wagner, et des groupes armés islamistes ont commis de graves abus contre les civils depuis le retrait de la mission de maintien de la paix de l'ONU il y a un an.

Par ailleurs, un [mandat d'arrêt a été émis contre le PDG d'une compagnie aurifère canadienne](#). Le Mali est l'un des premiers producteurs d'or en Afrique. La lutte contre la corruption et la restauration de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles - dont l'industrie minière - sont des priorités de l'Etat.

**Niger:** [plusieurs attaques djihadistes](#) dans des villages de l'ouest du pays, faisant, en cumulé, plus de 60 victimes mortelles.

En décembre, les autorités ont également [suspendu la BBC pour une période de 3 mois et arrêté une figure de la société civile, Moussa Tchangari](#), responsable de l'association Alternative Espace Citoyen, une voix critique de la junte.

**Sénégal:** lors de sa [déclaration de politique générale fin décembre](#), le chef de l'Etat Bassirou Diomaye Faye a promis l'abrogation de la loi d'amnistie qui couvrait les crimes et délits commis durant les protestations politiques entre 2021 et 2024. Les familles des victimes seront indemnisées. Aussi, pour faire face à une dette qui atteint les 80% du PIB et afin de limiter l'endettement auprès des bailleurs de fonds internationaux, le Président a annoncé son intention de privilégier "*le développement de financements domestiques libellés en monnaie locale* », notamment les fonds de la diaspora, via le recours à un [emprunt obligataire dont les ressortissants installés à l'étranger seraient les créanciers](#). En 2023, ces fonds issus de la diaspora s'élevaient à 1 600 milliards de francs CFA (2,4 milliards d'euros), soit environ 10,5 % du PIB.



## Afrique centrale

**Cameroun:** [5 ONG de défense des droits humains interdites pour "financements illicites"](#), les autorités évoquant de possibles cas de « *blanchiment de capitaux* » et de « *financement du terrorisme* ».

**Tchad:** [élections législatives, municipales et locales](#) le 29 décembre, dont le scrutin a été marqué par une faible participation (52%) et

[l'appel au boycott](#) de l'opposition.. Dernier épisode électoral après le référendum constitutionnel de décembre 2023 puis l'élection présidentielle de mai 2024, ces scrutins groupés devraient [parachever le processus qui a permis à Mahamat Idriss Déby, d'assurer une succession familiale](#) du pouvoir après la mort de son père en avril 2021.

## Afrique de l'Est

**Kenya:** Le président kényan, William Ruto, a [reconnu des exactions des forces de sécurité](#), au lendemain de manifestations contre une récente vague d'enlèvements qui suscitent l'indignation dans le pays. Les forces de sécurité kényanes ont été accusées de dizaines de disparitions suite aux manifestations antigouvernementales durement réprimées de juin et juillet dernier, au cours desquelles plus de 60 personnes ont été tuées, selon des ONG.

**Soudan:** Human Right Watch [accuse les Forces de soutien rapide \(FSR\) et les milices alliées d'avoir commis des violences sexuelles généralisées](#) dans le sud du pays, affirmant avoir

documenté des dizaines de cas impliquant des femmes et des fillettes, âgées de 7 à 50 ans. Fin novembre, OCHA avait déjà tiré la sonnette d'alarme et mis en garde contre une « *épidémie de violences sexuelles* ».

Alors que l'ONU a de nouveau alerté au sujet de la situation au Soudan, qui risque de subir la plus grave crise alimentaire au monde de l'histoire récente, les [Etats Unis ont annoncé 200 millions de dollars d'aide humanitaire](#) supplémentaire, portant leur engagement à 2,3 milliards de dollars. Au total, une aide de 4,2 milliards de dollars est nécessaire pour subvenir aux besoins des Soudanais en 2025.

## Afrique du sud et australe

**Mozambique:** Le pays traverse une [forte crise post-électorale](#). Deux mois après les élections, les manifestations et la répression se poursuivent. Selon la société civile, le bilan est de 250 morts. Lundi 23 décembre, la tension est montée après la confirmation par le conseil constitutionnel de la victoire de Daniel Chapo, le candidat du Front de libération du Mozambique (Frelimo, au pouvoir). Le principal opposant, Venancio

Mondlane, revendique toujours la victoire et appelle à un « *soulèvement populaire* ».

**Namibie:** après la victoire au premier tour de la candidate du parti au pouvoir aux dernières élections présidentielles, le [principal parti d'opposition a engagé une procédure de contestation](#) des résultats de la présidentielle, marquée selon lui par des irrégularités.

## Environnement

---

**Cyclone Chido:** le cyclone qui a dévasté l'île française de Mayotte mi-décembre, a mis en exergue l'extrême précarité dans laquelle vivent les personnes exilées en situation irrégulière, représentant près d'un tiers de la population de l'île (environ 100 000 personnes sur 320 000 habitants). Installées dans des cases en tôle, leurs habitations n'ont pas pu résister aux vents de plus de 220 km/h. De peur d'être arrêtées et expulsées, ces victimes n'ont pas voulu rejoindre les hébergements d'urgence. Le [retard de l'aide en provenance de la métropole](#) (eau, nourriture)

aux populations de l'île a créé également débat, mais c'est de nouveau le durcissement des politiques de [lutte contre l'immigration irrégulière](#) (principalement en provenance des Comores) qui a été placée au cœur des discussions.

Le [cyclone Chido](#) a également fait des ravages au Mozambique, un bilan provisoire faisant état de plus de 120 personnes mortes, 900 blessées, 110.000 habitations détruites. UNICEF craint la « *propagation par l'eau de maladies comme le choléra, la malaria, la diarrhée* ».

**Sécheresse/Etats-Unis:** engagement du président Joe Biden à verser [1 milliard de dollars pour les personnes affectées par la sécheresse en Afrique](#), dans le but de « *répondre à l'insécurité alimentaire et aux autres besoins urgents des réfugiés, des personnes déplacées* ».

**Zambie:** l'absence totale de pluie en une année, dans ce pays qualifié habituellement de grenier céréalier, prépare [¼ des habitants à tomber dans une situation d'insécurité alimentaire](#). L'Afrique australe connaît une sécheresse historique liée au phénomène naturel El Niño, la plus sévère depuis au moins quarante ans. La Zambie mais aussi le Zimbabwe, le Malawi, le Lesotho et la Namibie, ont déclaré l'état de catastrophe nationale. Selon le PAM, 27 millions de personnes ont été précipitées dans la faim.

**Afrique/crédits carbone:** La [Banque Africaine de Développement](#) a exprimé son inquiétude quant au [risque d'accaparement des terres](#) sur le continent afin non pas de sécuriser les

approvisionnements alimentaires de pays tiers, comme à la fin des années 2000, mais pour produire les crédits-carbone destinés à compenser les émissions des gros pays pollueurs ou celles des entreprises ayant pris pour engagement d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Des pays comme la Corée du Sud, le Japon, la Suisse ou Singapour ont déjà indiqué qu'une partie de leurs résultats d'atténuation reposera sur l'achat de crédits internationaux, et des accords ont été signés avec des pays en développement parmi lesquels plusieurs pays africains (Ghana, Kenya, Mozambique, Nigeria, Sénégal, Zambie...).



## 05 | Actualités du RAEMH et du réseau Caritas

### A lire !

A l'occasion de la journée mondiale des migrants, célébrée le 18 décembre, le RAEMH a publié un article racontant [l'histoire de Kader Bamba](#), devenu leader dans sa communauté après un parcours migratoire jusqu'en Algérie.

Aussi, vous pouvez consulter un article à propos [d'une mission réalisée en Côte d'Ivoire](#) par nos collègues de la Délégation Diocésaine des Migrations (DDM) au Maroc et la Maison du Migrant de Gao-Caritas Mopti.

### Invitation

Le 5 décembre, la deuxième session du cycle de webinaires organisés par le RAEMH sur la question du [retour au pays d'origine](#) a été l'occasion de découvrir des expériences d'accompagnement à la réintégration et de nous interroger sur les nombreux défis qui en découlent.

Une troisième session sera organisée le 6 février prochain.  
Inscrivez-vous sur notre page internet !